

Partout en France, en Europe et dans le monde les peuples payent comptant les politiques d'austérités imposées par les marchés financiers.

**Notre ennemi, celui des peuples c'est bien la finance !**

Nos actions, nos propositions ont pour objectifs de proposer des solutions, d'imposer un nouveau contrat de changement à gauche. Nous tendons la main à toutes celles et ceux qui veulent agir, qui doutent, qui parfois désespèrent pour ensemble refuser l'esprit de la défaite et de la division.

**Le travail, c'est la solution à la crise.**

La part des richesses redistribuée pour le travail n'a cessé de baisser depuis 1983. Le coût du travail n'est pas le problème, augmenter sa rémunération c'est lutter contre la crise.

La baisse massive du pouvoir d'achat condamne à la récession, à la misère sociale.

Dans notre département le chômage est insupportable. Dans certains quartiers, 40% de la population est sans emploi, la jeunesse est particulièrement frappée. Une personne sur trois renonce à se soigner faute d'argent. Augmenter le pouvoir d'achat, exiger que les entreprises investissent et non qu'elles spéculent sur les marchés financiers, c'est ouvrir les bons chemins pour sortir de la crise.

**On ne lâche rien !**

Un an après la victoire sur les forces sarkozystes, nous le disons avec force : une année gâchée pour le changement, c'est déjà beaucoup trop !

Pour de nombreux héraultaises et héraultais, la vie est trop dure, la politique menée est dangereuse pour notre pays. Nous n'acceptons pas de nous rallier à l'idéologie de la défaite, nous ne lâcherons rien.

Nous vous appelons à développer les luttes, les actions pour construire autre chose.

**Participons nombreux le samedi 15 juin, à Montpellier, au domaine de Grammont, au rassemblement que propose le PCF. Un samedi d'indignation contre la crise et l'austérité. Un samedi pour que l'espoir renaisse !**

**Les chiffres de la honte :**

**13 millions**

C'est le nombre d'Européens qui vivent sous le seuil de pauvreté et dans l'incapacité de s'alimenter par leurs moyens. Ils sont 4 millions en France.

**25%**

C'est la possible diminution du budget de l'aide alimentaire européenne. Elle pourrait passer de 480 à 350 millions d'euros en Europe et de 72 à 18 millions d'euros en France.

**4 997 600**

C'est le nombre de demandeurs d'emplois fin février en France, y compris ceux qui exercent un petit boulot

**20 080 milliards**

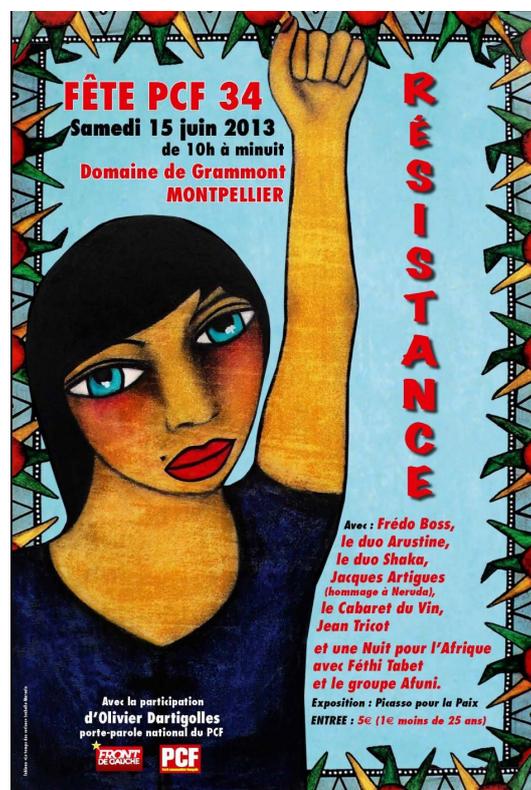
C'est le montant total en euros des fortunes que cumulent les 1426 milliardaires et les 190 000 plus riches de la planète.

**9 et 10**

C'est le classement mondial des deux milliardaires français, Liliane Bettencourt (L'Oréal) avec 23 milliards d'euros et Bernard Arnault (LVMH) avec 22,5 milliards annuels.

**247 milliards**

C'est, en euros, l'argent bloqué par les vingt plus grands groupes suisses qui seront affectés aux dividendes des actionnaires.



**Pour nous contacter :**

Fédération PCF de l'Hérault,  
Zac De Tournezy 115 r Olof Palme  
04.67.47.97.00  
<http://herault.pcf.fr/>





## Réforme de la décentralisation et de l'action publique (acte III) **UN DENI DE DEMOCRATIE !**

**Le gouvernement entend faire passer avant les élections municipale un profond bouleversement institutionnel. Derrière l'apparence d'une simple réorganisation sauvegardant les collectivités territoriales en place, c'est d'un véritable big-bang institutionnel dont il est question.**

### **CE QUE L'ON NOUS CACHE :**

On commence par donner le pouvoir à une quinzaine de métropoles (créées dès 2016 sur un territoire représentant 40% de la population). Celles-ci auraient des pouvoirs importants retirés aux communes, mais aussi aux départements et aux régions... Elles seraient administrées par des présidents de « super agglos » élus au troisième degré. La fonction assignée à ces métropoles est d'être « compétitive » à l'échelle mondiale

Pour atteindre cet objectif, on affaiblirait considérablement les communes et les départements (vers leur disparition à terme ?) et on chamboulerait les Régions :

- Les « intercos » actuelles vont être bousculées parce qu'il faut qu'elles rentrent dans de grandes intercommunalités imposées (avec des pics de 300 000 habitants minimum pour la Région Parisienne !), remettant en cause des projets volontaires de coopération construits depuis des années.
- Seraient transférées à ces « intercos » et aux métropoles des compétences communales à caractère stratégique comme l'urbanisme, la maîtrise des sols, l'habitat, l'urgence sociale...
- Une nouvelle tutelle serait recréée avec l'instauration de la conférence territoriale pilotée par le Préfet et la région, pouvant décider de schémas d'action en dehors desquels les financements et subventions ne peuvent être engagés. Quel pouvoir d'initiative pour les communes et les départements ?
- La réforme a aussi pour but d'exploser et de restructurer les services publics pour arriver à l'objectif de réduction de 4,5 milliards de réduction des dotations aux collectivités sur trois ans.

**Ce projet organise l'austérité au plan local et répond aux exigences de compétitivité libérale. Pour cela, il organise sans détours la casse de la démocratie locale et l'éclatement de l'égalité républicaine entre les territoires.**

En guise de « décentralisation », ce serait plutôt la concentration du pouvoir entre les mains de quelques élus régnant sur d'immenses territoires. Les premières victimes seraient les habitants les plus modestes, les plus fragiles.

### **VIVE LA COMMUNE, VIVE LES COPERATIONS VOLONTAIRES !**

L'effacement de la commune est particulièrement prégnant dans le projet de loi. Le premier ministre se dit favorable à un « super maire » de la métropole dès 2020 ! Effacer la commune, sa capacité d'initiative et de coopérer, ne peut être accepté.

Les communes sont en effet l'espace historique de citoyenneté et d'intervention des habitants, des lieux de résistance, de créativité, de projets et de décisions partagées. Une véritable démocratisation suppose au contraire de s'appuyer sur cet espace historique pour créer de nouveaux droits, de nouvelles libertés pour que s'épanouisse une nouvelle citoyenneté de toutes et de tous sur tous les sujets qui engagent leur vie.

Le PCF propose de s'engager sans tergiverser dans le processus donnant le droit de vote aux résidents étrangers pour les élections locales. Il propose également de faire des communes des lieux de consultation obligatoire sur les grands projets, de développer la démocratie participative, du local au global.

**Agissons pour une VIème République, démocratisée, sociale et citoyenne !**

**Les citoyens et les élus doivent être consultés les conditions doivent être créées d'un référendum !**

### **EXIT LES CITOYENS, PLACE AUX TECHNOSTRUCTURES !**

Ce projet se situe dans le droit fil de la « Réforme Sarkozy » des territoires en 2010 qui avait été si contestée. Il s'inspire directement des critères libéraux de convergences européens.

Ainsi par exemple il contient la notion de « service au public » au lieu de service public, il institue dans les territoires des maisons de service au public ouvertes... aux prestations du privé !

Avec comme première étape la métropole « libérale et intégrée », ce projet vise à mettre en coupe réglée toute l'énergie et l'action publiques, toutes les institutions.

Pour cela il faut éloigner les élus des citoyens, faire la part belle aux technostructures, aux demandes locales du patronat. C'est aussi de nouvelles règles instituant une hiérarchisation des collectivités, remettant en cause leur libre administration.

**Ce projet consacre un retrait important de l'Etat de ses missions et de ses financements garantissant l'égalité des droits sur l'ensemble du territoire. C'est par exemple des dessertes ferroviaires qui seraient abandonnées dans de nombreuses régions.**

